**REUNION DES ANTENNES EUROPEENNES**

**VALENCIA, 12-14 MAI 2017**

**VENDREDI 12 MAI**

**Prière : louange pour la création (Madrid)**

**Introduction (Chika)** Sont excusés :

Wolfgang (Allemagne) et Gino Bruinswijck (secrétariat), malades ;

Un membre de l’antenne du Royaume uni et un d’Afrique, n’ont pas obtenu le visa.

L’antenne de Suisse.

James se chargera de la traduction orale**.**

**Chaque membre se présente brièvement.**

**PLAIDOYER : EXPÉRIENCE POLITIQUE ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL, PAR VICENTE GARCÉS.**

**Miquel présente Vicente :** Ce politicien a aidé l’antenne de Madrid. Il est président de la fondation FUMAT qui s’occupe de l’accaparement de terres : il a organisé une réunion de 500 personnes de 80 pays. Il a été parlementaire européen socialiste pendant 5 ans.

**EXPOSÉ : ACCAPAREMENT DE TERRES ET EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES**

Ce sont de grands problèmes : aspect historique et réalité qui résulte de l’histoire. Je connais peu l’Afrique, à part la côte méditerranéenne, la Mauritanie et un peu le Kenya où j’ai participé au Forum social mondial. Je connais mieux l’Amérique latine et l’Europe.

Je suis ingénieur agronome et sociologue, je m’intéresse à la réalité politique et sociale de l’agriculture : parcours entre la société civile et les institutions.

En avril 2016, le Forum mondial s’intéressait à l’accès à la terre et aux ressources naturelles. L’accumulation des efforts des 20 à 25 dernières années montre des réalités cachées par les politiques : famine, exode rural, ghettos urbains ; augmentation des inégalités dans les pays et entre pays ; parcours intense d’accaparement de terres, eau, forêts, de la mer, des semences.

Depuis 1990, un processus mondial a permis ces faits qui touchent des millions de personnes. Par le dialogue, la mise en commun des expériences, on demande : pourquoi ? Comment en sortir ? On n’a pas la réponse mais des approches : macro-économie, macro-politique et aussi la dimension plus concrète de chaque pays : dimension internationale et dimensions nationales.

**Un diagnostic**

Au Forum social mondial, on a fait une analyse de la situation dans les 4 continents (pas en Océanie) : dans tous les cas, des processus d’accaparement de terres se sont développés presque partout de manières différentes. Ce qui est commun, c’est la volonté de s’approprier les ressources stratégiques pour l’humanité. Alimentation : la production d’alimentation suffisante est possible. On fait passer l’idée que les aliments sont des marchandises, qui doivent produire des bénéfices, en oubliant le droit à l’alimentation : les aliments sont pour les personnes. La population mondiale augmente : maintenant 7 milliards, 9 milliards en 2050. Il faudra accroître la production des aliments pour augmenter la capacité économique. On a vu aussi une demande énorme pour une réforme agraire : au 20e siècle, on demande que les paysans reçoivent un peu de terre. Aujourd’hui, nous sommes dans un processus de contre-réforme agraire : accaparement.

Deux facteurs : occupation des terres ; circulation des aliments dans le monde au détriment de la production locale. Effets : exode massif et intense des paysans vers les villes ; ghettos urbains ; des millions de paysans vont du Sud vers le Nord ; 900 millions de personnes en famine chronique ; des millions en malnutrition.

Ces dernières années, d’autres phénomènes : conflits territoriaux ou militaires qui causent le déplacement de millions de personnes.

Ex. en Colombie, accaparement de millions d’ha sous couvert des conflits ; la paix revenue, le grand problème est la récupération des terres par les paysans ; il y a des milliers de documents écrits là-dessus et des sites web.

**Comment faire pour sortir de cette situation ? C’est le grand problème !**

La FAO a nommé Valencia capitale mondiale de l’alimentation. Il y a quelques semaines, des experts se sont réunis : que faire à partir de l’analyse ? Il faut créer des conditions pour que les agriculteurs, pasteurs, pêcheurs (50% de la population mondiale) soient capables de produire des aliments pour eux-mêmes et pour les villes. De plus en plus de populations habitent en milieu non productif. Il faut qu’elles aient accès au milieu de production : terres, semences, eaux, forêts, mers. Les politiques (aux niveaux international et gouvernemental) doivent rendre possible la production d’aliments. Le problème est la distribution alimentaire. Dans les sociétés développées il y a énormément de gaspillage alimentaire qui produit des bénéfices. Conditions :

1. Rendre possible que les 50% produisent assez.
2. Changer l’échelle de valeurs : ne pas résoudre les conflits par la violence mais par la diplomatie, les accords, car la violence accroît les problèmes et en crée d’autres.
3. Important : à travers l’éducation, tous les moyens, la technologie, essayer de donner l’information, la compréhension pour que la citoyenneté influence les institutions ; c’est à faire collectivement.

**Accords de l’Union Africaine**

Droit des femmes rurales à l’égalité, à l’héritage, droit de propriété : c’est la première fois que ce droit est reconnu au niveau international. C’est une déclaration ; comment faire pour que le gouvernement de chaque pays se l’approprie et la mette en œuvre ?

Il y a eu une grande marche des femmes africaines, qui s’est terminée au Kilimandjaro ; le sujet a été repris par l’UA. Comment passer d’une déclaration aux faits ?

**Exploitation des ressources**

C’est le même problème : comment passer des directives volontaires aux directives contraignantes ?

**Trois documents seront envoyés par e-mail.** *Ne soyez pas effrayés par le titre en espagnol : ALGUNAS INFORMACIONES DE INTERÉS car la majeure partie est en français.*

2014 : déclaration pour l’année internationale de l’agriculture familiale : 60% de la nourriture mondiale sont produits par des familles, 10 à 20% par l’agro-industrie. Appel à signer.

ROPPA : organisations paysannes de l’Afrique de l’Ouest

Intervention de M. Mohammed Elloumi: les conflits entre grands domaines et agriculture familiale sont nés de la colonisation. Débats – conclusion 13 octobre

Deux organisations – à Paris : ACTES = associations pour l’accès à la terre et aux ressources naturelles.

**QUESTIONS-REPONSES**

1. **Vous avez une vision globale – comment travaillez-vous ? quelles sont les perspectives ?**

**R.** Nous faisons beaucoup de fascicules sur l’agriculture de proximité.

Valencia a 1,5 million d’habitants et est entourée de jardins : *huerta*. On a préparé des terrains pour les administrations ; maintenant on importe des produits alimentaires. Il faut renforcer les possibilités de la *huerta* : cycle court de transport ; modèle pour toutes les villes. Mouvement international : la population rurale diminue ; les villes dépendent de plus en plus des chaînes de distribution ; de grandes sociétés contrôlent toute la chaîne : grande industrie phyto-sanitaire et industrie pharmaceutique. De grandes sociétés contrôlent la vie. On essaie que les villes soient actrices pour déclencher une dynamique par un mouvement de consommateurs, avec universités et société civile. La politique n’est pas neutre. Logique nouvelle : faire de la bonne alimentation une responsabilité de la ville, mettre en place des mécanismes pour déclencher une dynamique.

1. **Comment approcher des parlementaires moins socialistes que vous de manière effective ?**

Les parlementaires prennent des décisions à propos des lois. Il y a 3 pouvoirs : exécutif, législatif, judiciaire, indépendants l’un de l’autre. Les parlementaires européens n’agissent pas avec leur propre sens, mais avec leur pays. Les grandes décisions sont prises au Conseil et à la Commission. Les capacités des parlementaires sont très limitées. Il y a des forces politiques avec leur propre dynamique, avec de plus en plus d’ingérences externes du pouvoir économique. Il y a 15.000 lobbyistes à Bruxelles.

1. **Valencia, ville mondiale de l’alimentation. En Belgique et en France, aussi en Angleterre, beaucoup de familles vont chercher l’alimentation bio ou en direct à la ferme : espoir de contrecarrer l’agro-alimentaire.**

Le mouvement d’agro-écologie tient compte de la nature, sans produit chimique ; c’est un mouvement de consommation en proximité. C’est peu par rapport à la consommation de masse : 10 à 15% ; la consommation bio est de 5 à 10%. Ce sont les couches riches de la société qui cherchent la consommation bio. *« Slow food* » : mouvement de consommateurs né en Italie par opposition *au « fast food »*: convivialité ; ils sont arrivés à la production.

1. **A) Le gouvernement fédéral belge veut renforcer les capacités de production, mais ne concerne que les agriculteurs qui ont une base solide. Il y a un clash entre des ONG et le ministre de la coopération.**

**B) Chance pour l’Afrique ? elle produit du bio ; c’est un créneau important pour l’Afrique.**

A. Diagnostic pour l’Europe. 10 à 15% de la population européenne est paysanne ; l’industrie occupe 15 à 20% et les services 60 à 70%. Les paysans qui restent ont besoin de la terre. Un dossier approuvé par la Commission. Accaparement de terres en Europe, surtout à l’Est mais lentement ailleurs.

La capacité de production : la pression des consommateurs demande une nourriture saine. Il y a du retard entre ce qu’on sait, la demande et les faits.

B. L’Afrique, grand continent, a une énorme capacité de production. Il y a des investissements agricoles en Afrique, on commence à voir que cela n’a pas arrêté l’exode rural. Les plus riches sont favorisés. Corruption. Investissements dans le secteur énergétique, avec comme conséquence consommation de produits chimiques. Problématique nouvelle. La dimension environnementale de l’agriculture est en croissance. Il y a des flux migratoires causés par le changement climatique.

1. **A. Exode rural. Il y a un surinvestissement dans les villages pour garder les jeunes. On produit mais il est difficile de vendre à cause des routes impossibles.**

**B. ‘En Europe le gaspillage alimentaire cause des bénéfices’. Pourquoi ?**

A. La production agricole ne peut être isolée. L’accès à la terre doit être accompagné de 3 ou 4 politiques complémentaires : transport, accès au crédit, éducation à la santé, accès au marché. Les prix donnés au producteur sont souvent fixés ailleurs : intermédiaires, marché international. Le prix donné au producteur est trop faible.

B. Gaspillage des aliments, surtout dans les grandes villes, où 20% de la nourriture est gaspillée. Cette nourriture a été achetée. Autour de Valencia, 50 maires de grandes villes vont s’en occuper.

1. **Avec votre expérience de politicien, que conseillez-vous à de petites organisations comme la nôtre, face aux grandes multinationales, pour ajouter de la valeur à la vie ?**

Cela touche tout le monde au point de vue citoyen. Il faut connaître le problème : faire un effort. Un des problèmes d’aujourd’hui, c’est la possibilité de voir, sans avoir l’explication.

1. Comprendre les mécanismes
2. Comprendre les forces en présence : éléphant et fourmi ; comment résister sans se vendre ?
3. Comment grandir en force, capacité de rassembler les forces ; se fixer un objectif, intelligence personnelle et collective.

REMERCIEMENTS ET PAUSE

**CHIKA :**

**LA CRISE ÉTHIQUE MONDIALE : UN DANGER POUR LE PRINCIPE DE SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ ET JUSTICE.**

**Contenu et objectif**

Intention du Pape François pour le mois de mai : focus sur l’Afrique

Sens économique et solidarité : il faut revenir à la signification initiale de l’économie.

Là où règne la solidarité, la richesse est mise en commun entre personnes égales, chacun a ce qu’il lui faut, tous sont en paix. Là où règne l’individualisme, l’ego, c’est l’appauvrissement et le chaos.

Video d’une causerie du Pape François sur la solidarité : avec le progrès scientifique et technologique, on souhaite le progrès de la solidarité. La vie est un don. On souhaite une révolution de la tendresse. Le futur, c’est vous !

Commentaire de quelques éléments du discours du Pape : choisir de vivre en solidarité, en considérant les besoins de tous. Ce qui me touche atteint l’autre.

Crise économique et crise éthique. Les systèmes actuels produisent l’exclusion. Le plus grand péché de notre époque, c’est que personne ne veut prendre de responsabilité. On dit qu’il n’y a rien à faire ! Le pouvoir crée la marginalisation, mais les révolutions commencent à la base.

*Voir le powerpoint de Chika et la vidéo du Pape François.*

**Conversation**

**-** Humilité : se mettre au niveau de l’autre, comme s’il était plus bas ; n’est-ce pas de la condescendance ?

- Quand tu essaies d’intégrer les pauvres

- Nous sommes tous égaux.

- Le Pape parle de son expérience : « pourquoi eux et pas moi ? » Nous sommes appelés à nous mettre au niveau des autres, sinon nous ne pouvons pas sentir ce qu’ils ressentent.

- Comment inclure les politiciens, les convaincre ?

- Quand c’est difficile, ne pas nous décourager, continuer

- La richesse d’AEFJN : nos congrégations sont en contact avec les pauvres d’Afrique. Il faut dire aux riches ce qui se vit là, aller plus loin pour transformer.

**JOSÉ LUIS : LE NOUVEAU SITE D’AEFJN**

Il a fallu un long processus pour arriver à la dernière version. Nous avons fait l’effort de simplifier car il y avait beaucoup de contenu. Vous pouvez toujours consulter les archives. On peut visiter ce site sur un ordinateur, une tablette, un téléphone mobile. Nous avons été encouragés à utiliser les nouveaux media. Nous avons été aidés par un professionnel.

L’antenne française a aussi un nouveau site.

Demande de dons : AEFJN n’est pas habilité à donner des exonérations fiscales.

La nouvelle information sur le site passe sur Twitter. Les réseaux sociaux changent tout le temps ; les ONG utilisent Twitter, les jeunes sont sur Instagram.

Tous les anciens thèmes sont dans Afrique ou Archives.

Combien de personnes le consultent ? L’an dernier, un demi-million ont cliqué. Le nouveau système permettra de savoir qui a lu.

Si on pose des questions, José Luis y répond ; jusqu’à présent, il a surtout reçu des plaintes, mais certains demandent des compléments d’information.

Je vous encourage à explorer le site. Nous essayons d’y mettre les 6 derniers articles, et de revoir le site chaque mois (dans la mesure où nos autres travaux nous le permettent).

REACTIONS

Question : Beaucoup de congrégations ne savent pas comment l’utiliser. Il vaudrait mieux écrire une lettre à toutes les congrégations.

Exécutif : Nous l’avons fait. Ce serait bien si vous mettiez le nom des congrégations avec une adresse électronique. Encouragez vos provinciaux-provinciales et le personnel de formation à l’utiliser.

Mettez quelque part une référence à notre site en espagnol. Celui-ci demande un gros travail de traduction. L’antenne de Madrid traduit ce qui paraît le plus important.

Le site est plus léger, plus attrayant que l’ancien. Utile pour l’éducation.

Les informations les plus récentes sont sur Twitter. Sur Facebook, on met des nouvelles courtes.

Il y a des rapports, il faudrait pouvoir trouver de la documentation sur un pays, incluant des recherches faites par d’autres ONG.

Faut-il mettre toute l’information, ou la plus récente ? Mieux vaut promouvoir notre propre organisation. Il y a des nouvelles tous les jours sur Twitter. A partir du téléphone mobile on peut charger le web.

Faut-il mettre les adresses de toutes les antennes ?

SAMEDI 13 MAI

**Prière (antenne du Royaume uni)**

**GINO : LA CRISE DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE MONDIAL**

**ET SES IMPACTS ÉCOLOGIQUES, SOCIAUX ET POLITIQUES**

Gino est absent, mais on le joint par Skype et il présente le Powerpoint qu’il avait préparé.

Voir le Powerpoint.

**Quelques notes prises pendant l’exposé**

L’Afrique est le continent le plus touché par l’accaparement de terres : perte de 80 milliards, supérieure à l’aide reçue.

Les exportations augmentent mais le développement humain reste faible.

Il faut essayer de créer des valeurs en Afrique. Ex. les exportations de diamants vers Dubai ont augmenté de 300%, le Congo y perd.

Les transferts entre filiales d’une même société, pour éviter les taxes, sont légaux, mais immoraux.

Il faudrait, soit une taxation uniforme, soit payer la taxe là où l’activité est la plus élevée.

Les 2% de personnes les plus riches possèdent ensemble 50% des richesses mondiales.

Le seul espoir est de changer les règles.

QUESTIONS-REPONSES (aussi par Skype)

- Une question sur le Togo : emprunter au FMI ou aux banques ? qu’est-ce que les ONG peuvent faire au gouvernement pour payer moins ?

R. Je ne suis pas surpris : les banques veulent gagner de l’argent. Je ne fais que suggérer. Il y a un plaidoyer par des ONG, spécifiquement sur la financialisation de l’aide au développement. Il faut continuer le plaidoyer sur les taxes, orienter vers le bien commun.

* Que pouvons-nous faire ? On se sent impuissant. En Espagne on dit que les immigrants nous volent l’aide sociale du gouvernement ; même les gens de Caritas le pensent. Le vol continue à se faire dans l’autre sens. Nous devrions simplifier ces données pour faire comprendre.

1. C’est une très bonne réflexion. Il faut une conscientisation. En Europe on croit que l’argent va d’Europe vers l’Afrique, or il y a les paradis fiscaux, la dette. Voir l’infographie – track it – stop it. Que faire ? conscientiser les gens ; simplifier les données par infographie.

Chika remercie Gino.

PAUSE

**Réflexion en deux groupes linguistiques.**

**Quelles questions/perceptions sont devenues importantes pour vous à la lumière des trois exposés ? Quels sont vos sentiments à leur propos ? Comment voudriez-vous y répondre de manières plus concrètes et créatives ?**

EUCHARISTIE – LUNCH

Visite de l’église Saint-Nicolas

**Mise en commun**

**Groupe anglophone**

Nous avons eu une conversation merveilleuse. Ce qui en ressort : le système économique fonctionne au détriment du Sud, surtout de l’Afrique, de beaucoup de manières : évasion fiscale, dette, commerce déséquilibré, accaparement de terres qui réduit la production alimentaire et provoque la migration. Ces systèmes ne respectent pas l’éthique, même s’ils sont légaux.

Cela provoque un sentiment d’impuissance : agneau face au lion. Mais nous devons continuer, faire des efforts.

Concrètement : exposer les problèmes, les rendre compréhensibles aux petits et aux membres de nos congrégations. Le changement ne vient que de la base. Où investissons-nous notre énergie et nos ressources ? Ministère : besoin de travailler étroitement avec les populations locales. Besoin de collaborer, travailler en Afrique avec les bonnes ONG, vivre les valeurs.

Nos gens en Afrique s’occupent de pastorale, ils doivent passer de la prière à l’engagement pour la justice, la vie avec les pauvres.

**Groupe francophone**

De l’exposé de Vicente, nous retenons qu’il faut bien comprendre les mécanismes. On a signalé l’importance de changer les politiques. Y a-t-il un groupe des institutions européennes qui essaie de faire changer ce système ? Quelques parlementaires européens, en minorité.

La question majeure : les inégalités. C’est dangereux pour l’équilibre de la société, les entreprises commencent à s’en rendre compte.

Toutes les congrégations vieillissent et font le peu dont elles sont capables. Il faut nous coaliser à grande échelle, connaître les situations et les faire connaître aux petits. Trouver des méthodes pour éduquer le peuple : les révolutions du Burkina-Faso et de Tunisie sont partie du peuple conscientisé.

La philosophie ancestrale d’Ubuntu existe-t-elle encore ? oui, mais avec l’influence du développement. Les trois exposés montrent que nous sommes dans une chaine.

En Espagne nous avons travaillé le cas Feronia. Les agences faites pour le développement aident Feronia ; on a coupé l’aide à une ONG qui avait présenté le cas. Aux Pays-Bas nous avons aussi travaillé à faire connaître la réalité de Feronia : démarches très longues et difficiles ; les gens sur place ont peur des représailles.

Sentiment d’indignation face à tout ce qui échappe au contrôle. Renforcer l’unité entre nous en Europe et les gens sur le terrain en Afrique. Notre système ici est la cause des injustices là-bas.

Il y a beaucoup de laïcs professionnels de haut niveau, retraités, proches des congrégations. Cherchons à les inviter, les faire réfléchir et demander leur aide.

Faire la vérité. Foi et justice.

**Conversation**

* Beaucoup d’entreprises ont des ONG à leur service. Il faut être très vigilant pour ne pas se laisser influencer.
* En 2014 une loi française sur la transparence des banques est devenue loi européenne. Les administrations fiscales sont au courant mais la transparence n’est pas encore atteinte.
* En 1998 des Américains étaient convaincus que la Banque Mondiale travaillait en faveur de l’Afrique.
* « Fair Trade » : y a-t-il un mécanisme de vérification ? Oui, il y a des contrôles, il existe plusieurs sortes de « Fair Trade », mais cela ne résout pas le problème du commerce international. Ex. Ghana et Côte d’Ivoire vendent café et cacao : les prix sont fixés par les acheteurs et le « Fair Trade » exige que nous passions par eux. Il y a beaucoup de magasins « Fair Trade » : danger que d’autres s’infiltrent. C’est un processus collectif, une lutte quotidienne. Les ONG ont lancé « Fair Trade », ex. ‘Max Havelaar’ ; il y a des groupes différents, parfois opposés. Au moins, les prix garantissent une vie digne, une justice envers le producteur. ‘Oxfam’ a un petit pourcentage parce qu’il fonctionne avec des bénévoles. ‘Max Havelaar’ est au niveau industriel, sa collaboration avec les supermarchés risque de soutenir le système.
* Chika est allé en Tanzanie, 27h. de voyage à travers des plantations de café, en visitant plusieurs communautés. Il n’a jamais eu de bon café ! C’est complexe.

Il y a 10 ans le café était bon marché, les agriculteurs ont enlevé les plants de café : le prix est monté.

En Côte d’Ivoire, au Ghana, au Cameroun on cultive le cacao, en concurrence avec le cacao d’Indochine. On est à la merci des spéculateurs : des caisses de pension des pays nordiques ont acheté tout le cacao.

* Une suggestion pour nous : nous découvrons une réalité. Il est difficile de travailler sur plusieurs fronts. Nous avons besoin de nous concentrer sur un problème pour avoir plus de poids.
* N’importe quel sujet prend beaucoup de temps, ex. Feronia et une société espagnole. Quelle est la position du Secrétariat vis-à-vis de l’UE ? Une équipe a été envoyée à Koudiadiène.
* Chika : Autant que possible le Secrétariat suit les problèmes, ils sont connectés entre eux.
* Feronia touche le Royaume Uni, la Hollande, l’Espagne, l’Allemagne, la Belgique. Problème sérieux, compliqué. Il faut travailler ensemble. Gérard des Pays-Bas y était engagé. Faire un petit lobby ensemble !
* Dans chaque pays les antennes travaillent contre des entreprises, ou avec des ONG pour faire voter des lois. En France nous travaillons sur les paradis fiscaux, contre le CETA. Il faut un certain impact, c’est différent d’un pays à l’autre. Travailler un ou deux sujets.
* Chaque antenne a son identité. Il faut distinguer le travail des antennes de celui du Secrétariat. Pour Feronia, il est nécessaire d’écrire un document.
* Au Nigéria, il a fallu des années pour gagner contre Shell. Un fermier avait perdu ses poulets à cause des fuites de pétrole.

**RAPPORT DU SENEGAL : L’AFFAIRE FERONIA**

**Introduction par Miquel**

Jose Luis, un technicien et un ingénieur de l’université de Madrid ont étudié l’impact des mines de phosphate sur l’environnement. Le Secrétariat avait publié un dossier sur les mines de phosphate de Koudiadiène, reçu en Espagne par un autre organisme missionnaire et l’antenne l’a accepté.

Le dossier a été présenté à l’université des Jésuites de Madrid, par le directeur de CICODEV, auteur du dossier qui a été traduit et publié en espagnol.

L’antenne de Madrid a contacté la multinationale espagnole ; certains membres sont venus, puis nous avons discuté par e-mail et Skype. Depuis Madrid nous ne pouvions pas réagir. Nous avons envoyé le dossier au Sénégal, il a fallu 9 mois pour avoir une réponse. Le dialogue était restauré, la firme acceptait une visite de la mine.

**Récit par Jose Luis**

L’équipe est allée au Sénégal rencontrer des membres de la compagnie et de la société civile. Nous avons passé plus de 8 jours, il fallait de la diplomatie. Rencontre avec le responsable sénégalais de la mine, le directeur espagnol, la population affectée par la mine.

L’étude est simple ; la situation est différente.

Koudiadiène est une paroisse de 7 villages. Une mine a plusieurs sites d’exploitations. Chaque village a son chef.

Nous avons commencé par CICODEV et ses plaintes par rapport à la compagnie. La compagnie espagnole accuse CICODEV d’avoir menti. Nous expliquons à CICODEV que nous lui avons fait confiance ; notre travail devient plus difficile.

Négociations : nous sommes un réseau de congrégations ; CICODEV est un groupe de recherche qui a besoin d’argent. « Quel est notre rôle ? »

A Dakar le secrétaire de Caritas connaît le cas et le suit. Nous prenons contact avec le secrétaire exécutif de J&P à Thiès ; nous introduisons le cas qu’il devra continuer à suivre après notre départ. Il est crédible pour nous et pour la compagnie. Pas moyen de voir l’évêque.

Nous visitons une mine ouverte – par chance ? Toutes les mines que nous voulons visiter ont cessé de travailler 3 semaines plus tôt, pour diverses raisons. (La compagnie nous avait fait changer les dates de la visite).

Nous visitons les communautés, nous recueillons le témoignage du curé, des mineurs. Nous organisons une réunion avec toute la population ; qui va représenter la population devant la compagnie ? Les gens exposent leurs plaintes, nous en prenons note.

Nous rencontrons les responsables, sénégalais et espagnol, de la compagnie.

Ils nous disent « Nous sommes ici pour faire des affaires ».

Je suis le seul représentant d’AEFJN. Le responsable dit qu’il est déçu du rapport. Nous rectifions le document, nous écoutons les plaintes des gens.

Un autre matin, nous faisons une réunion avec les responsables de la mine et la population. On nous dit que la mine est presque épuisée, qu’elle sera fermée en 2019. Le professeur de l’université voit plus de possibilités. Ils veulent développer leurs affaires au Sénégal et ailleurs pour le profit. Pourquoi rester au Sénégal ? « parce que nous connaissons la structure de corruption ».

Nous faisons une autre approche, une demande de choses concrètes :

* Emplois pour les gens de Koudiadiène
* Santé : faire un dispensaire, mettre l’ambulance à la disposition des gens – accepté
* Mettre de l’eau dans les villages
* Changer le système de micro-crédit pour les femmes

Les gens accusent le responsable sénégalais de contradictions, le responsable espagnol réagit.

Notre stratégie : demander ce qui arrivera quand la mine sera fermée ? « Nous ne sommes pas intéressés par une rénovation. Nous allons créer un lac. » C’est dangereux parce qu’il n’y aura pas de barrières. Le curé et les sœurs disent qu’il y aura des moustiques.

Nous proposons de restaurer le site et nous demandons quel est leur engagement.

La société donnait de l’argent à la mairie pour des projets sociaux, avec l’accord de contremaîtres sénégalais. Un des problèmes, c’est que la mairie a changé des projets en communiquant avec le responsable sénégalais, mais pas avec la population.

Nous devons faire un rapport exact sur les conséquences ; nous allons faire des rectifications et des clarifications.

**Chika**

C’est une tâche difficile. Nous devons parler. La lutte est tendue avec CICODEV. La compagnie dit que CICODEV n’est pas honnête. Où est la priorité ? La population et l’environnement.

Jose Luis a parlé des méthodes de la compagnie : ils disent qu’ils ne font pas de bénéfice, ils emploient des contremaîtres locaux pour exploiter la population. Cette méthode rencontre souvent le silence de l’Eglise. Il est très important de continuer. L’Eglise en Afrique accepte de l’argent. Les compagnies ne s’intéressent pas à la terre. Ils ne veulent pas partir. Je souhaite que l’Eglise suive cette situation.

**Jose Luis**

Nous sommes arrivés à Koudiadiène parce que le curé était contre la compagnie. Il a été changé ; son successeur doit aider la compagnie. L’argent n’est jamais arrivé. C’est une attitude humaine.

Nous avons vu les maladies de la population : affections respiratoires, allergies et nous avons interviewé l’infirmière du dispensaire. Cette mine est entourée par plusieurs villages, ils n’ont pas reçu d’aide de la compagnie. Le seul village qui se plaint est le seul village chrétien.

**Begoña**

Le groupe a trois certificats. Il a changé les actions en bourse.

**Jose Luis**

Nous connaissions une société anglaise à Madagascar. La veille du départ à Madagascar, nous avons reçu une lettre disant que la société anglaise avait changé.

**Begoña**

C’est une tactique : quand des journalistes essaient de suivre une société, elle change de nom et d’adresse…

**Daniku**

Quel était le but de la visite ? aider la communauté locale ? comment la congrégation membre est-elle impliquée ?

**Jose Luis**

C’était ma **première** mission, le but était double. Nous sommes responsables de la publication du rapport de CICODEV, nous voulions clarifier, résoudre le problème avec la compagnie. Si nous réussissons ce sera un exemple de bonne pratique. Responsabilité civile des entreprises : encourager la compagnie. Si on peut améliorer la condition de la population, tant mieux ! Nous avons logé chez des Oblats. Le suivi, c’est une question de motivation personnelle.

**Chika**

On voit que ce n’est pas bon pour les gens. Nous sommes reconnaissants envers ceux qui sont allés. Il est nécessaire de collaborer avec l’Afrique. Si nous avions une antenne au Sénégal, ses membres pourraient poursuivre ; il y a une lacune.

**Miquel**

A l’antenne de Madrid, à un moment donné il a fallu trancher ; unanimité de l’antenne pour agir. REDES, les Frères des écoles chrétiennes ont retiré leur participation. Pour nous, c’était une joie de voir qu’on touchait des problèmes concrets.

**Begoña**

Nous perdons des membres à cause de l’âge, mais l’engagement concret pourrait en attirer d’autres.

**Maria**

Au Mozambique nous avons des contacts au diocèse de Makala. La société civile nous informe sur un corridor où une compagnie japonaise accapare les terres et fait des dégâts énormes. Les responsables diocésains de J&P proposent un protocole de coopération avec l’antenne de Madrid. Ils nous ont envoyé une trentaine d’articles. L’antenne va signer ce protocole et faire connaître ce qui se passe.

**Begoña**

Il y a aussi une compagnie belge et congolaise.

**Chika**

La conférence organisée à Nairobi par AFJN Washington, AEFJN et le SCEAM (Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et Madagascar) s’est occupée de la région de langue portugaise : cette conférence descend vers les pays et les cas engagés. Nous ne sommes pas au Brésil ni en Inde mais nous voulons faire connaître les situations. Nous avons les informations, pas les outils.

REPAS DU SOIR – BREVE RENCONTRE DES DEUX COMMUNAUTES DE FILLES DE LA CHARITE

**Dimanche 14 mai**

**RAPPORTS DES ANTENNES**

**ROYAUME UNI** voir le texte d’Anne

**Commentaires**

**Chika**

J’ai reçu le texte du R.U., j’étais avec l’exécutif à Nairobi. J’ai été invité par Missio pour un exposé sur les droits sociaux à Nairobi. J’espérais profiter de l’occasion pour essayer de lancer une antenne au Kenya. L’exécutif m’avait donné des adresses de contacts mais je n’ai pas reçu de réponse.

J’ai contacté ce jeune homme. Un Père blanc m’a donné des contacts de Pères blancs et ils m’ont répondu. A Nairobi il y a un réseau de plaidoyer, nous pouvons collaborer pour le projet mais nous cherchons des fonds. C’est une organisation qui partage nos valeurs, il est possible d’avoir un bureau avec des laïcs, j’ai poursuivi les contacts. Nous sommes d’accord et il y a quelques personnes-clés. Pour les religieuses et religieux il y a l’Institut de ministère social ; nous avons eu des réunions avec des religieux.

Il y a un effort pour installer une antenne au Nigeria. Nous en sommes là.

Au Kenya les Pères blancs se souviennent qu’il y a eu une antenne de justice économique catholique, menée par une religieuse du Sacré-Cœur ; elle est partie. Les membres étaient de ND d’Afrique, Comboni, Consolata, Frères des écoles chrétiennes, Jésuites. Cette antenne a travaillé pendant des années. Il importe de contacter les Comboniens et les Frères des écoles chrétiennes.

**Begoña**

Il y a beaucoup de congrégations à Nairobi, aussi des congrégations locales.

**Anne**

Il y a un nouveau programme au Nigeria, approuvé par le gouvernement, pour éduquer les jeunes à la justice sociale et au plaidoyer,: 2000 jeunes y ont participé pendant les vacances.

Il y avait au Nigeria un projet d’une branche jeune d’AEFJN ; idem en Angleterre. Cela donne une certaine espérance : si on avait la bonne personne…

**Chika**

Au Nigeria j’ai remarqué des pétitions au sujet des jeunes. Comment utiliser les valeurs et la vision d’AEFJN pour ces jeunes ? pas nécessairement une antenne. Il faut travailler étroitement avec ces groupes.

AFJN Washington et AEFJN coopèrent. AFJN a cherché à faire une antenne au Nigeria et au Kenya. Il y en a déjà une au Cameroun.

**MADRID : voir le texte**

**Commentaires**

**Jean-Pierre**

Il y a JPIC partout, d’où des confrontations. Vivat et AEFJN sont inter-congrégations. Je pense qu’AEFJN doit favoriser les contacts.

**Begoña**

Il y a un lien entre JPIC et AEFJN. Dans notre congrégation les responsables de JPIC sont dans l’antenne. Beaucoup de sujets d’AEFJN n’intéressent pas les sœurs ; il y a trop d’informations. J’envoie des propositions d’actions.

**Chika**

Il y a un manque de clarté entre JPIC et AEFJN, qui est un outil de plaidoyer. Le plaidoyer est une partie de JPIC, on ne peut le faire seul. Il faut coopérer entre congrégations.

**BELGIQUE**

**Succès mitigé**

Campagne de SOS Faim : « Tous trompés ». La Belgique, qui représente 9 autres pays, donne 130 millions d’euros à la Banque Mondiale. Directeur exécutif du conseil d’administration. Le ministre des finances prend les décisions. La campagne demandait que le ministre de la coopération soit représenté. On voulait que la Belgique s’oriente en faveur des petits fermiers. Pour la pétition lancée, on espérait 10.000 réponses, il y en a eu plus de 4.000. La tutelle sera partagée entre le ministre des finances et le ministre de la coopération. La représentation belge a rencontré les ONG et le Parlement belge.

Nouvelle note en faveur d’une agriculture rentable ; les petits paysans sont ignorés. Les ONG ne sont pas d’accord avec cette note.

**Défis : les JPIC, AEFJN et Vivat**

Chaque congrégation a sa commission J&P. Je la vois comme une ombrelle qui regroupe différentes initiatives et les coordonne. Dans ces initiatives, AEFJN et Vivat élargissent le charisme. La dimension inter-congrégationnelle est très importante.

AEFJN s’occupe de la politique entre Europe et Afrique et de ses conséquences en termes de droits humains. Plaidoyer vers les agences européennes. Vivat se concentre sur les droits humains dans notre pays et à l‘ONU. Il y a des sujets communs, comme Feronia. AEFJN et Vivat se recoupent en partie. Il faut essayer d’articuler cela sans dépenser trop d’énergie.

Notre antenne est très fragile, les membres ne s’engagent pas vraiment dans le plaidoyer. Je suis inquiet, je fais le tour des congrégations.

**Commentaires**

**Miquel**

Qu’est-ce que Vivat ? Travaillez-vous encore sur les médicaments ?

**Christian**

Vivat regroupe différentes congrégations missionnaires et est accrédité à l’ECOSOC à l’ONU.

Oui, pour les médicaments la situation est très grave. On déverse en Afrique des milliers de tonnes de médicaments sous-standard ou falsifiés. J’envoie les informations au secrétariat de Bruxelles.

**Chika**

J’entends parler de désaccords entre AEFJN, JPIC et Vivat. Qui est au centre du plaidoyer ? quel est le point de départ : droits humains ou économie ? il faut que nos énergies se rassemblent. Il y a un manque de clarté sur nos valeurs. Faisons plus d’efforts pour nous compléter.

**Daniku**

Je vois votre lutte, je pense que les ONG sont des outils. Au Forum Social Mondial, les congrégations ont leur nom, il n’y a pas de conflit.

**Chika**

Il faut choisir le bon outil. Je suis allé au Nigeria animer une réunion de Vivat. Nous employons les mêmes principes.

**FRANCE**

Notre antenne est aussi fragile. Quand j’ai commencé, il y avait 77 congrégations ; en moins de 3 ans, nous en avons perdu 25, y compris de grosses congrégations.

Nous avons deux réunions par an avec des ‘correspondants’ (délégué(e)s) des congrégations : une assemblée générale et un Forum avec un thème particulier. Les correspondants sont censés animer leur congrégation. Que se passe-t-il entre-deux ? On ne sait pas très bien.

Notre force, c’est que nous participons à beaucoup de collectifs, dont « coordination Sud », interlocuteur des pouvoirs publics, qui groupe 160 ONG.

Nous travaillons sur les paradis fiscaux avec un certain nombre de succès par des lois ; soutien des lanceurs d’alertes, manifestations, signatures ou actions directes. Nous souhaitons obliger les entreprises à la transparence : signaler où les bénéfices sont réalisés.

Un collectif politique « tournons la page » s’est mis en place en 2014 dans divers pays d’Afrique contre certains présidents qui veulent rester au pouvoir : pas de démocratie sans rotation, pas de démocratie sans justice fiscale.

Une nouvelle association des religieux pour le développement : questions de santé et retraite des religieux en Afrique, réunions aux mêmes moments.

Begoña a construit un nouveau site. Elle lance une pétition 3 fois par an pour savoir ce que font les congrégations. Sur le site, il y a une feuille de nouvelles avec des propositions d’actions et de signatures : [www.reseau-foi-et-justice.fr](http://www.reseau-foi-et-justice.fr)

**Chika** suggère que toutes les antennes qui ont un site mettent une référence au site international.

**PAYS-BAS**

**Jean-Pierre** Je suis nouveau dans l’antenne. Nous sommes 5 dont Alice, laïque. Nous avons 4 réunions par an, actuellement sur Féronia.

**Difficultés**

Gérard fait beaucoup. Alice est engagée dans un projet en Tanzanie. Une sœur est dans son conseil. Le P.Herman, SVD, a 80 ans. Il y a beaucoup à penser, nous essayons d’avoir du renfort.

**Chika :** Les anciens se sont fait remplacer, c’est une bonne chose.

**Christian :** Ils publient tous les 2 mois.

**L’EXECUTIF**

**François**

Tous les membres vous saluent. Maintenant nous sommes 10. Le comité exécutif a été renouvelé : voir le site de Bruxelles.

Le nombre de congrégations membres n’augmente pas : 44 ?

Changement de stratégie : il y avait un projet de bureau en Afrique, ce serait difficile ; nous pensons maintenant à des antennes dans certains pays d’Afrique. Quelles congrégations dans quels pays ?

* En Centrafrique une sœur combonienne à Bangui
* Au Congo-Kinshasa, celle qui avait commencé est devenue supérieure générale, une autre
* Au Bénin, une antenne embryonnaire
* Au Cameroun : la seule qui marche bien !

Nous espérons que d’ici deux ans ces antennes fonctionneront.

Nous prenons connaissance des statuts – faut-il changer un article ? révisions à soumettre à l’assemblée générale.

Nous avons 9 ou 10 réunions par an.

Visites au secrétariat à Bruxelles – parler du plan triennal et penser au prochain programme.

Nous avons composé des dépliants.

Résultat de l’enquête : en Europe 24 congrégations sur 50 ont répondu. Nous ferons la même chose en Afrique.

Le nombre diminue. Visites fructueuses au conseil général de congrégations actives qui ont cessé : voir cela pour les antennes nationales.

**Dansuki**

Je fais partie du comité de membership de l’exécutif. Le conseil général reçoit une lettre.

Nous envoyons un email en janvier avec le rapport financier : merci – encore !, et un rapport résumé après l’assemblée générale.

Nous avons évalué l’assemblée générale de l’an dernier : les antennes n’ont pas eu beaucoup de temps pour parler, nous leur donnerons plus de temps. Venez en novembre partager un succès !

Nous apprécions la direction aimable de François.

**Chika**

En novembre 2017 c’est l’antenne allemande qui parlera. Le secrétariat est aussi très content. Nous échangeons des mails urgents. Nous espérons continuer les relations. Nous nous rencontrons par Skype tous les deux mois.

Merci aux antennes, à l’exécutif. Nous avons parlé de justice sociale, de déséquilibres, de culture, de l’accaparement de terres. Nous avons la bonne volonté de continuer. Il faut nous concentrer sur quelques sujets. Il y a quelques espoirs de succès et des défis. Je vous suis très reconnaissant.

Merci aux Filles de la Charité pour leur hospitalité gratuite. Jose Luis écrira une lettre officielle de remerciements à la provinciale.

**Prochaine réunion : du 11 au 13 mai à Namur chez les Sœurs de Notre-Dame**.